

4 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision argentine le dimanche 4 octobre 1987, sur l'aide au développement et le problème de la dette.

QUESTION.- Monsieur le Président, j'aimerais savoir quel est l'état des relations bilatérales entre nos deux pays en ce qui concerne le domaine économique, le domaine culturel et le domaine de la coopération scientifique ?

- LE PRESIDENT.- On pourrait dire que nos relations sont bonnes, qu'elles ne sont pas intenses, pas très actives, qu'elles pourraient l'être plus et que l'ensemble de ces relations prendra un élan nouveau à partir d'une bonne relation politique. Il n'empêche qu'il existe des relations multiples, notamment sur le plan scientifique mais il existe aussi des concurrences sur le plan agricole et puis le problème, naturellement très sérieux, de l'endettement sur lequel d'ailleurs la France est plus proche de la thèse d'un pays comme l'Argentine que ne le sont la plupart des grands pays industriels créanciers. Enfin, je suppose que nous en parlerons tout à l'heure.

QUESTION.- Précisément, nous vous voyons toujours avec beaucoup de plaisir, monsieur le Président, dans ces réunions extrêmement importantes des pays les plus développés et parfois nous nous disons en fait de loin comment voit-on cette dette extérieure qui pour nous est tout à fait écrasante et dont la solution est extrêmement difficile et qui requiert naturellement une décision politique parce qu'en fait c'est une question essentiellement politique ?

- LE PRESIDENT.- Financière aussi. La situation des banques prêteuses serait tout à fait dramatique aussi si des créances ne revenaient pas. La France est en effet le pays industriel créancier qui a l'attitude la plus souple sur ce problème difficile de l'endettement parce qu'il y a les deux versants de la même question. D'une part, il est normal qu'un débiteur règle ce qu'il doit à son créancier parce que le créancier a aussi des problèmes financiers même s'ils sont d'une moindre ampleur et d'autre part, si la dette écrase le débiteur, si le peuple qui doit payer sa dette doit souffrir dans sa vie quotidienne, voir son pouvoir d'achat baisser et son travail de production non récompensé, des conditions économiques et politiques dont je comprends qu'elles soient insupportables. Et à la limite bien qu'il soit juste de payer sa dette, cela peut devenir injuste que de le faire au détriment de la vie de millions de gens. C'est cela la grande difficulté car les deux façons de voir ont un fondement juste. Comment choisir en négociant, en travaillant, c'est-à-dire en étudiant les moyens d'assouplir dans le temps ou dans les modalités de remboursement, les relations entre les deux blocs d'Etat. Les solutions financières sont comme les techniques multiples et la décision politique elle, elle tient surtout aux délais, ce que l'on pourrait appeler un moratoire sur le temps. Souvent, on comprend le mot "moratoire" comme l'annulation d'une dette. Non, le sens juridique de ce mot, c'est trouver des accommodements qui permettent à la fois aux créanciers d'espérer rentrer dans sa créance et au débiteur de ne pas mourir de sa dette, de ne pas faire souffrir son peuple d'obligations qu'il n'a pas vraiment lui-même contractées.

- Voilà le problème international parmi les plus importants du monde actuel. D'ailleurs, à mon avis, cela fait partie des trois problèmes les plus importants, ou plutôt des deux. Vous allez comprendre pourquoi je fais cette variation de chiffres £ c'est que le problème de l'endettement n'est qu'un des aspects du développement ou du sous développement, de la relation que l'on appelle grossièrement celle du Nord et du Sud. mais c'est un des aspects les plus criants. C'est

apparaît généralement comme de l'ordre et de l'ordre, mais c'est en ces aspects les plus essentiels. C'est vrai de certains pays d'Amérique latine, c'est vrai de presque la totalité du continent d'Afrique noire.

- Un pays comme la France qui est un pays créancier, particulièrement en Afrique est favorable à une étude particulière au sein des institutions internationales pour diminuer la pression de la dette mais la France est aussi prise dans la crise. Nous avons de la peine à faire nos budgets, à agir avec intelligence. Je disais deux questions fondamentales : le problème du développement donc, le problème de la dette et le problème du désarmement, particulièrement nucléaire, d'autre part.\

` Suite les problèmes du développement, de la dette et du désarmement `

- Voilà les problèmes posés au monde dans cette fin de siècle et au début de l'autre. Le problème du développement - je vais choquer beaucoup de gens en disant cela - est encore plus important que le problème du désarmement parce qu'il peut accumuler toutes sortes de désastres futurs qui se résoudront dans les conflits humains. Cela ne veut pas dire que le problème du désarmement ne sera pas immédiat, d'une importance capitale et qu'il ne faille pas tenter de commencer de le résoudre dès maintenant. C'est pourquoi, je suis tout à fait partisan de la négociation entre les Russes et les Américains sur les armes dites nucléaires intermédiaires.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous venez d'apporter là une définition précise et qui correspond à la question que je vais vous poser car elle est tout à fait évidente. Je voulais précisément vous demander quelle est votre opinion en ce qui concerne les négociations qui viennent d'être entamées entre les Etats-Unis et l'Union soviétique. Si nous prenons le cas de l'Espagne par exemple, c'est un pays aussi indépendant sur le plan nucléaire et qui a aussi sa position indépendante en ce qui concerne le désarmement et vous, vous avez affirmé l'indépendance de la France à cet égard. Alors, maintenant vous venez de dire que les deux grands problèmes de la fin de ce siècle, le problème pour la Nation et le problème pour le peuple, sont le désarmement et la dette. Mais est-ce que vous pensez en fait que l'on a déjà beaucoup fait pour le désarmement et pour la dette ou est-ce que en fait vous pensez que l'on ne sait pas très bien comment traiter ces problèmes et que c'est pour cela que l'on diffère les choses parce que l'on n'a pas encore trouvé de solution ?

- LE PRESIDENT.- Traitons les problèmes du désarmement en peu de mots. Jusqu'ici, on n'a jamais désarmé, on a toujours surarmé. C'est donc une nouveauté que cet accord éventuel encore entre les deux plus puissants pays du monde qui aboutirait à un véritable désarmement nucléaire. Bien entendu, il n'est pas suffisant. Il faut s'attaquer au désarmement nucléaire stratégique. Mais enfin, c'est un progrès et c'est pourquoi j'approuve tout à fait la démarche de MM. Reagan et Gorbatchev dans cette affaire.\

Pour les problèmes de l'endettement, c'est vrai qu'on n'a pas non plus beaucoup avancé. Et que le déséquilibre entre le tiers monde en général, les pays riches et les pays pauvres s'accroît. Le fossé s'élargit, alors que tous les discours tendent à dire qu'il faut le réduire. Cela tient à beaucoup de causes, d'abord au fait qu'il n'y a pas de grandes pensées et de grands projets comme ce fut le cas du "projet Marshall" au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Le fait que certains pays, notamment les Etats-Unis d'Amérique, mettent l'accent sur les accords bilatéraux et ont tendance à écarter les accords multilatéraux, que de ce fait, les moyens ne sont pas donnés à la Banque mondiale, ni au Fonds monétaire international. Cela tient aussi au fait qu'un grand nombre de ces dettes sont des dettes à des banques privées et que les grandes banques privées, elles font ce qu'elles veulent. Il y a un certain égoïsme des pays possédants, c'est inhérent, d'ailleurs à la possession. Je pense que les devoirs des pays riches, ce que j'ai répété à Venise, lors du dernier sommet des pays industriels, c'est ce que j'avais dit à Tokyo, l'année précédente : il faut mettre en oeuvre les fameux 0,7 % de contributions du Produit intérieur brut de chacun des grands pays industriels. C'est la France qui contribue le plus, et elle n'en est encore qu'à 0,54. Tandis que les Etats-Unis d'Amérique en sont à 0,2 ou 3, le Japon à 0,28. Nous sommes encore loin des engagements que nous avons pris. Alors, tous ces intérêts mêlés, la façon dont le prix des matières premières est soumis au marché international, quelquefois la spéculation, tout cela c'est le désordre. Je sais bien que le désordre c'est la vie du

monde, on pourrait tout de même attendre d'hommes d'envergure, il en existe, considérer qu'ils doivent tenter de régler ce problème autour de quelques grandes idées simples. Comment aménager dans le temps et dans les conditions de remboursement pour la dette, et en même temps, comment peut-on organiser les conditions qui permettront à ces pays d'avoir plus de richesses, d'avoir de meilleurs investissements, voire des aides, pour que leur revenu s'améliore. C'est la meilleure façon de pouvoir payer une dette.

- Bien, ces grands desseins manquent d'une façon générale. Il y a quand même de bonnes idées. L'actuel responsable du Fonds monétaire international, qui est un Français que je connais bien `Michel Camdessus`, ancien Gouverneur de la Banque de France, est un homme parfaitement capable de prévoir les propositions que je crois argentines d'ailleurs, de transformations d'une partie de la dette en obligations, ou en titres. C'est une bonne idée. Cela fait partie des idées fécondes.

- Voilà, je ne vais pas parler trop longtemps, mais c'est ma préoccupation.\

QUESTION.- Puisque vous parlez des Argentins, monsieur le Président, je ne sais pas si vous vous rappellerez que quand nous avons eu l'occasion de vous rencontrer en 1985, vous avez dit que pour votre thèse sur le droit maritime, vous avez consulté des auteurs et des textes argentins, qu'en saviez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Il ne s'agit pas de ma thèse. Ma thèse de doctorat, je l'avais préparée sur le droit de souveraineté appliqué à la Tchécoslovaquie de 1938, cela veut dire à l'époque où c'était l'Allemagne qui posait ce problème. Le problème reste posé aujourd'hui, mais autrement. Et puis je n'ai pas soutenu ma thèse parce que la guerre est intervenue, les années ont passé et j'ai fait autre chose. Mais, c'était un diplôme, c'est-à-dire que pendant la durée des études de doctorat, il y avait de temps à autre à remettre à nos professeurs des études, et l'une de ces études - la principale d'ailleurs - portait sur le droit maritime tel que l'avait conçu un certain nombre de légistes, de professeurs d'Amérique latine dans les années 30, mais aussi à la fin du XIXème siècle, et particulièrement des juristes argentins. Mais, c'était dû tout simplement à la nature des choses. Le problème de frontières, le Chili, l'Argentine, le problème, déjà, des Malouines ou Falkland, le problème du Rio de la Plata, tout cela c'était, en somme des questions politiques. Elles n'ont pas toutes disparu. Elles se posaient déjà à la fin du XIXème siècle. Cela m'avait intéressé. Vous savez, à 50 ans de cela, j'en garde un vague souvenir. Et vous permettez de m'arrêter là, parce que ces travaux n'ont laissé aucune trace dans la mémoire des hommes, et à peine dans la mienne.

- QUESTION.- Monsieur le Président, j'aimerais savoir quels sont les Argentins que vous avez pu connaître en dehors des raisons protocolaires pour lesquelles vous les avez rencontrés certainement ?

- LE PRESIDENT.- J'en ai très peu rencontrés : quelques amis personnels, l'un de mes frères a vécu plusieurs années avec un bureau à Buenos Aires, il s'y rendait tout le temps, l'une de mes belles-soeurs a vécu de nombreuses années là-bas. C'est donc tout un réseau amical. Mais les responsables de l'Argentine je ne les ai pas connus. Naturellement, pas à l'époque du pouvoir militaire. Et auparavant, je me souviens que, jeune ministre, j'avais été l'un de ceux qui avait reçu Mme Evita Peron, à Paris, et dans la période tout à fait contemporaine, j'ai eu le plaisir de recevoir M. Alfonsín, il y a deux ans, dans mon bureau, ici, du Palais de l'Elysée. J'avais beaucoup apprécié de faire connaissance de cet homme éminent et dont le rôle historique est évident aussi. Et, je connais plusieurs des membres du gouvernement, notamment le ministre des affaires étrangères `Dante Caputo` qui connaît bien la France. Mais enfin, je vais quand même commencer ma véritable connaissance.\

QUESTION.- Dernière question, monsieur le Président, comment voyez-vous votre avenir ?

- LE PRESIDENT.- Mon avenir à moi ?

- QUESTION.- Comment l'imaginez-vous, qu'est-ce que vous aimeriez faire ? Parce que cela doit être très difficile d'être Président ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je termine mon mandat dans sept mois.

- QUESTION.- Mais qu'est-ce que vous aimeriez faire ?

LE PRESIDENT. -

- LE PRESIDENT.- J'aimerais vivre, m'intéresser à...

- QUESTION.- Comment imaginez-vous donc votre avenir, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Il ne dépend pas que de moi. Et j'aborde la dernière étape de mon âge. Dans sept mois j'aurai terminé un septennat qui aura été fort occupé, à la tête de mon pays. Je vois l'avenir, surtout, comme un moyen pour moi de vivre selon mes goûts, compléter mon éducation, de lire, de voir d'apprendre, et de toute manière, tant que je le pourrai, je pense que la richesse d'un homme c'est de garder la curiosité de l'esprit. Alors, de toute manière où que je sois, je continuerai de m'intéresser à la politique de mon pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, est-ce que vous pourriez adresser un message au peuple argentin, un salut au peuple argentin car il vous attend avec impatience dans quelques jours. Dans quelques jours vous allez effectivement effectuer votre première visite officielle.

- LE PRESIDENT.- Oui, je suis sensible à votre question, car je souhaitais vous dire, je vais dans un pays, un pays qui a aux yeux des Français un véritable rayonnement, mais depuis longtemps, l'Argentine cela signifie quelque chose pour la France & peut-être aussi l'origine culturelle, linguistique, l'ensemble des langues romanes, le type de civilisation, aussi le côté imaginaire de cet immense pays dont les virtualités sont considérables, dont les réalités sont déjà importantes. Et, bien entendu, pour moi, c'est un voyage important. Alors je voudrais que vous saluiez, ou je voudrais saluer moi-même directement le peuple argentin, ses dirigeants bien entendu, le Président Alfonsín naturellement, il aura sûrement l'occasion de leur dire.

- Mais je souhaite dire au peuple argentin, dans son ensemble, dans sa diversité, que je viens en ami qui essaiera de comprendre et de trouver de nouvelles raisons d'aimer ce peuple, qui affronte des difficultés historiques, mais est parfaitement capable de les dominer.\